

En partenariat avec



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 9 juin 2026

Première enquête de l'Observatoire de la Défense : un écosystème solide mais l'effort de réarmement peine encore à se traduire sur le terrain

Au cœur d'un contexte géopolitique et national marqué par l'effort de guerre, le Comité Richelieu, Sahar et leurs partenaires publient les résultats de leur première enquête sur la perception de l'écosystème national de défense par des startups, PME et ETI duales.

L'écosystème est solidement constitué, mais un écart se creuse entre les annonces publiques et le quotidien des entreprises :

- 58,6 % des répondants déclarent une activité stable
- Près de la moitié disposent d'un carnet de commandes inférieur à six mois
- 83,8 % n'observent aucun effet tangible de la conférence sur le financement de mars 2025.

L'enquête, menée auprès de 287 entreprises, dresse le portrait d'un tissu industriel prêt à monter en puissance, mais qui attend que les annonces se traduisent en commandes.

La relation avec la DGA est majoritairement perçue positivement.

Les acteurs saluent notamment la qualité du dialogue avec les interlocuteurs régionaux et l'Agence Innovation de Défense (AID). **Près d'un tiers des répondants la jugent encore « perfectible »**, en raison d'un besoin de simplification des démarches et d'un accompagnement plus lisible vers les dispositifs de financement et d'innovation.

Les relations entre les PME et les Maîtres d'Ouvrage Industriels (MOI) s'avèrent globalement solides et constructives, comme en témoignent plus de 60 % des entreprises les qualifiant de bonnes ou très bonnes. Ces collaborations, notamment portées par des partenariats techniques, des projets de R&D et des échanges opérationnels fluides, confirment l'ancrage des MOI comme acteurs incontournables du secteur. Toutefois, ce bilan positif coexiste avec des déséquilibres structurels, 58 % des PME soulignant un rapport de force asymétrique en défaveur des sous-traitants, ainsi qu'une visibilité limitée sur les programmes à moyen terme. **Les paiements constituent un enjeu majeur avec des échéances contractuelles souvent fixées à 45 jours fin de mois.** Des retards subsistent, imputables majoritairement à des processus administratifs lourds et le manque d'avances ou acomptes

peuvent peser sur la trésorerie des petites structures. Par ailleurs, la profondeur des carnets de commandes reste un point d'amélioration : près de 50 % des entreprises disposent d'une visibilité inférieure à 6 mois, limitant leur capacité à investir et à se projeter.

Le développement international constitue un axe majeur de croissance.

Près de 70 % des entreprises ont déjà une activité à l'export, principalement en Europe. Les marchés allemand, indien, sud-coréen ou du Golfe sont identifiés comme stratégiques. Les freins restent réels : complexité administrative, contrôle export, montée du protectionnisme... De même, la souveraineté européenne s'impose comme un argument de marché : 78 % des répondants y voient un avantage compétitif pour accéder aux marchés européens de défense.

L'enquête révèle encore des paradoxes en matière de financement. Malgré des besoins élevés les dispositifs dédiés restent sous utilisés.

5,3 % des répondants ont bénéficié du Fonds européen de défense, 1,8 % du fonds Definvest, et 84 % jugent les mécanismes européens difficiles d'accès.

Les récentes annonces publiques font bouger les lignes dans le secteur financier et contribuent à restaurer la confiance, ce qui favorise le financement de plus en plus d'entreprises du secteur de la défense, malgré la réticence de certains acteurs financiers.

Enfin, les tensions de recrutement apparaissent comme un enjeu critique, particulièrement dans les métiers industriels et d'ingénierie.

Près d'une entreprise sur deux déclare déjà peiner à recruter sur ces fonctions (43,5 % en production, 45,7 % en ingénierie).

Difficulté à attirer les talents, concurrence des grands groupes, déficit de formation technique et contraintes spécifiques au secteur défense alimentent des inquiétudes. Les entreprises expriment ainsi un besoin croissant de renforcer les passerelles entre industrie, écoles et organismes de formation afin d'accompagner durablement leur montée en puissance.

Malgré ces frictions, le tissu industriel confirme qu'il est prêt à monter en charge : 72,6 % des entreprises prévoient d'investir dans les programmes de défense et 76,8 % d'augmenter leurs capacités de production.

« Cet observatoire est une approche 360° utile sur l'écosystème de défense français au sein duquel les startups, PME et ETI jouent un rôle fondamental. Ces entreprises, pour la très grande majorité duale, vivent les annonces du ministère, les recrutements, le développement à l'international, des relations avec les maîtres d'œuvre industriels et la DGA au quotidien. Leur perception n'est pas théorique. Elle est un retour de terrain à prendre sérieusement en compte si l'on veut efficacement être à la hauteur des défis industriels et de défense que la France doit relever pour assurer sa souveraineté ». Philippe Bouquet – Président du Comité Richelieu

« Quand 78% des entreprises du secteur disent aujourd'hui que la souveraineté européenne est un avantage compétitif, c'est un basculement. Il y a cinq ans, c'était un argument qu'on devait défendre. Reste à savoir ce qu'on met derrière le mot. La maîtriser vraiment, de l'infrastructure aux lignes de production, des approvisionnements aux briques technologiques. C'est long et c'est cher. Mais nous voyons à quel point c'est essentiel ». Antoine Franz – CEO de Sahar

Méthodologie :

L'enquête a été réalisée par questionnaire électronique diffusé du **3 mars au 30 avril 2026** auprès d'un panel de start-up, PME et ETI de la filière défense, parmi lesquelles **287 entreprises** ont répondu.

Cette première édition de l'**Observatoire Défense** vise à mieux comprendre les réalités économiques, industrielles et opérationnelles des entreprises de l'écosystème de défense français : start-up, PME et ETI ainsi que leurs relations avec les principaux acteurs institutionnels, industriels et financiers du secteur.

L'étude couvre plusieurs thématiques structurantes : relations avec la **DGA** et les maîtres d'œuvre industriels, financement, développement international, visibilité économique, recrutement, compétences et montée en puissance industrielle dans le contexte du **réarmement** et de **l'économie de guerre**.

Le panel est principalement composé de **PME industrielles duales** implantées sur l'ensemble du territoire national, intervenant notamment dans les secteurs de la défense et sécurité, de l'aéronautique et spatial, de l'énergie, du nucléaire, de l'électronique, de la cybersécurité et des technologies numériques.

Les résultats ont été analysés à partir de réponses quantitatives ainsi que de nombreux verbatims recueillis auprès des entreprises participantes, permettant d'apporter un éclairage essentiellement **qualitatif** sur les enjeux actuels de défense française.

A propos du Comité Richelieu | comite-richelieu.org

Le **Comité Richelieu** est le réseau français des entreprises innovantes et technologique. Depuis plus de **35 ans**, il agit pour la promotion d'un écosystème favorable aux start-up, PME et ETI innovantes ainsi que pour leur développement à travers des actions pro-business.

Créé en **1989** à l'initiative de dirigeants de PME de haute technologie du secteur de la **Défense**, le Comité Richelieu entretient depuis son origine un lien étroit avec les enjeux de **souveraineté** et **d'innovation stratégique**.

Aujourd'hui, le Comité Richelieu rassemble près de **300 membres** et constitue un réseau de **4 000 entreprises**. Il fédère des acteurs issus de secteurs stratégiques tels que la défense, l'aéronautique, le spatial, le numérique, la cybersécurité, l'industrie, l'énergie ou encore les technologies duales.

Mobilisé pour porter la voix des entreprises innovantes auprès des pouvoirs publics et soutenir leur développement, le Comité Richelieu agit concrètement au travers de partenariats avec les grands groupes industriels, les administrations, les acteurs institutionnels, les pôles de compétitivité, les clusters et les écosystèmes territoriaux.

A propos de Sahar | sahar.fr

Partenaire stratégique du Comité Richelieu, Sahar est un éditeur logiciel français, leader européen dans la fourniture de solutions d'exploitation de données ouvertes OSINT (Open Source INTelligence).

Ses solutions souveraines basées sur l'IA sont destinées à la détection et à la prévention des menaces informationnelles, cyber ou physiques

Sahar compte aujourd'hui plus de 100 collaborateurs dont 70 % ayant une expertise technique.

La plateforme Sahar a été sélectionnée pour sécuriser les Jeux Olympiques de Paris 2024

Les solutions de Sahar sont déployées en France, en Europe, et Asie Pacifique

Sahar est partenaire stratégique du Comité Richelieu depuis janvier 2026.

En 2023, Sahar a créé une fondation à but non lucratif, afin de soutenir et promouvoir l'utilisation de l'IA éthique et responsable.

Contacts presse :

Soraya Elmaoui – elmaoui@comite-richelieu.org +33 6 44 23 53 99

Axel Assouline – aee@sahar.fr +33 6 80 64 05 98